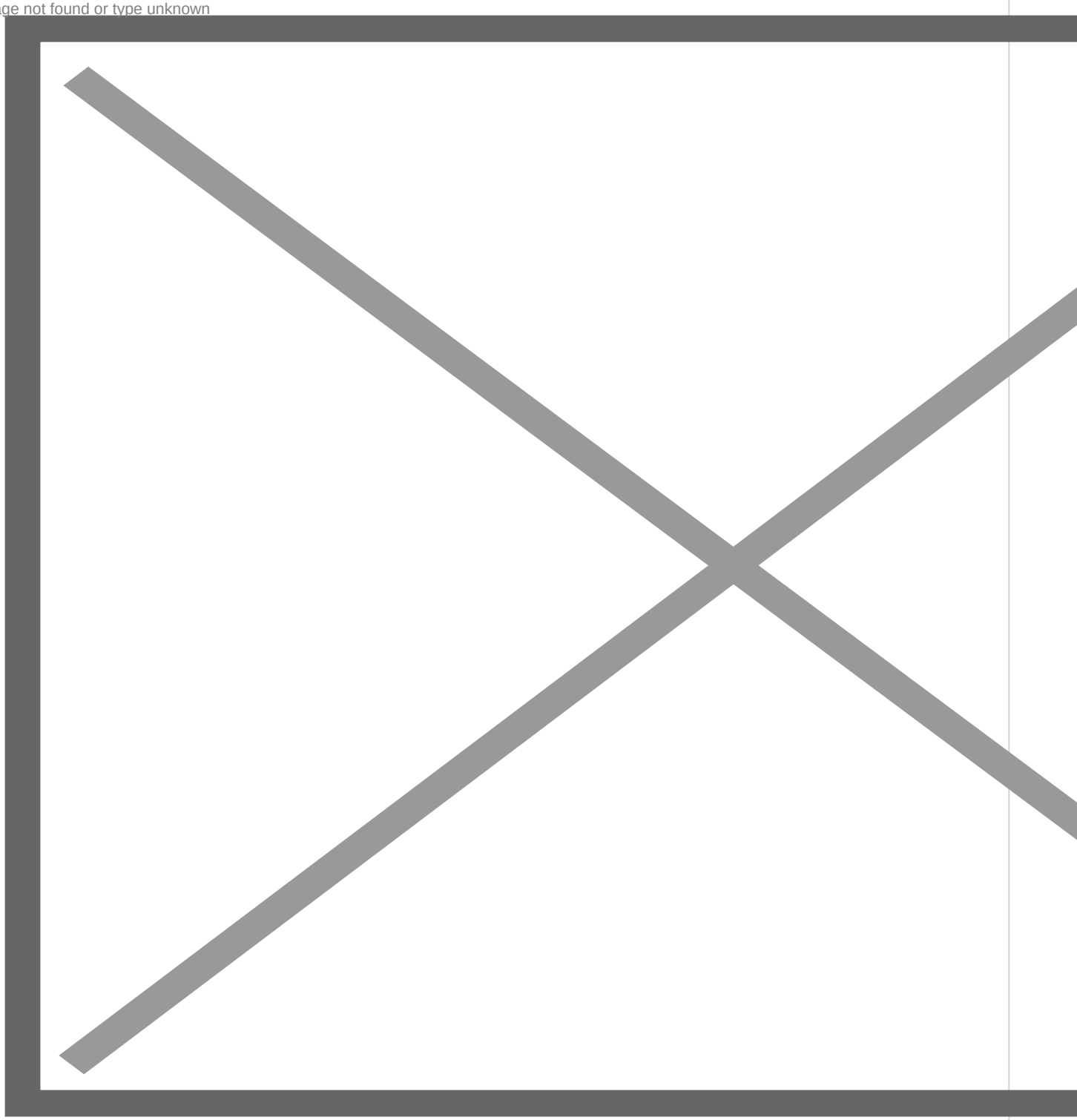
# *Des Équatoriens demandent la destitution de Lasso (+Photos)*

Image not found or type unknown



Quito, 27 mars (RHC) Un groupe d’Équatoriens a exigé lundi que la Cour Constitutionnelle admette le procès en destitution du président Guillermo Lasso, qui est accusé d'avoir commis des crimes contre l'administration publique.

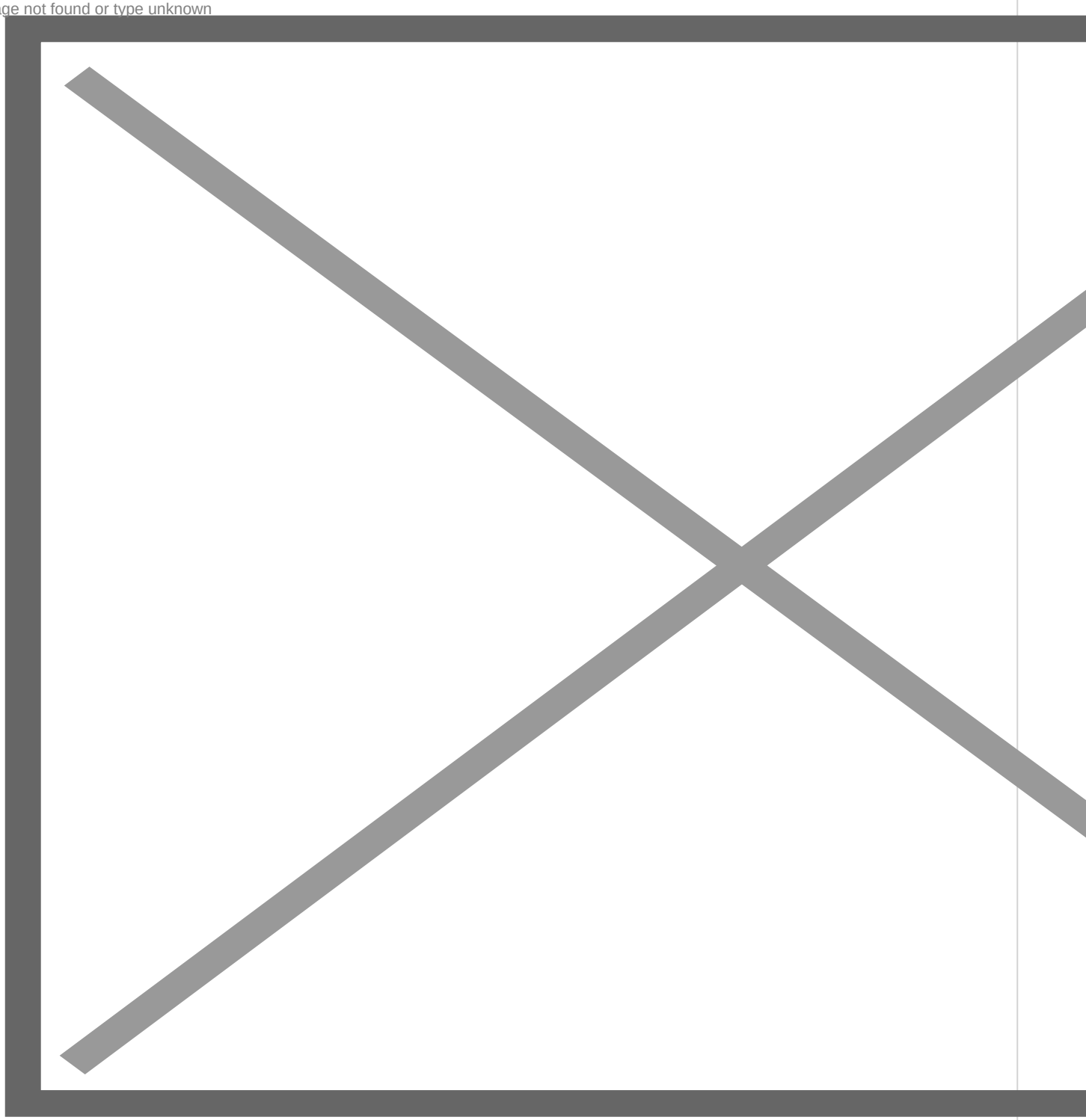
Lors d'un sit-in devant l'organe judiciaire à Quito, des représentants d'organisations telles que le Comité du 2 octobre, l'Assemblée nationale des citoyens (ANC) et le Parti communiste équatorien ont demandé aux membres de la Cour d'accepter la demande de destitution de M. Lasso.

Le slogan "Dehors, Lasso, dehors" a été répété à plusieurs reprises, soutenu par les klaxons des voitures qui passaient, pour montrer au pouvoir judiciaire l'opinion des citoyens concernant la demande de l'Assemblée nationale (parlement) de destituer le président.

L'un des militants de l'ANC, Pablo Iturralde, a déclaré à Prensa Latina qu'ils resteraient mobilisés cette semaine, lorsque la décision de la Cour est attendue, ce qui pourrait conduire au procès de destitution.

La juge Teresa Nuques, désignée vendredi dernier par tirage au sort pour donner son avis sur la procédure, a présenté aujourd'hui au reste des magistrats son avis, dont le contenu n'est pas encore connu.

Image not found or type unknown



**o**

Quelle que soit leur décision d'accepter ou non le procès en destitution, il revient aux neuf membres de la Cour de décider de l'avenir de ce mécanisme prévu par la Constitution.

À partir de maintenant, le président de la Cour, Alí Lozada, dispose de 24 heures pour convoquer une session et de 48 heures supplémentaires pour rendre la décision finale afin de déterminer si la mise en accusation du président, promue par les législateurs Viviana Veloz, Mireya Pazmiño, Pedro Zapata et Rodrigo Fajardo, doit être poursuivie.

Les membres de l'assemblée font appel à l'article 129.2 de la Constitution et accusent Lasso d'avoir commis les crimes d'extorsion et de détournement de fonds pour des actes de corruption dans l'Entreprise de Coordination d'Entreprises Publiques, à Petroecuador, et dans l'Entreprise Publique Flotte Pétrolière Ecuatorienne.

Le parti de l'Unité populaire a présenté un mémoire d'amicus curiae à la Cour constitutionnelle, qui consiste à soumettre des arguments juridiques et formels à l'appui de la décision d'engager une procédure de mise en accusation contre le chef de l'exécutif.

Alors que le gouvernement nie les accusations et les décrit comme des tentatives de déstabilisation, les organisations sociales soutiennent la fin du mandat de Lasso, non seulement pour ces crimes, mais aussi pour la négligence de l'État.

Les différentes étapes de la procédure de destitution du président Lasso pourraient durer plus d'un mois si elle est admise par la Cour constitutionnelle (Source:PL).

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/317952-des-equatoriens-demandent-la-destitution-de-lasso-photos

**Radio Habana Cuba**